

## LES SOINS MÉDICAUX POUR LES INDIENS DU N.-B.

Avis de motion n° 1—**M. Howard (Skeena):**

Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence la priant de faire déposer à la Chambre copie de tous les télégrammes, de toute la correspondance ou d'autres documents échangés entre le gouvernement, ou tout organisme ou service en dépendant, et le gouvernement du Nouveau-Brunswick au sujet des soins médicaux fournis aux Indiens de ladite province depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1969.

(La motion est adoptée.)

L'ANNEXION DE LA RÉSERVE DE SAINT-RÉGIS—LES  
RÉSOLUTIONS DU CONSEIL DE LA BANDEAvis de motion n° 150—**M. Howard (Skeena):**

Qu'un ordre de la Chambre soit donné en vue de la production de copie de toutes les résolutions entre les mains du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et adoptées par la bande d'Indiens de Saint-Régis ou par son conseil au sujet de l'annexion par la ville de Cornwall, la province d'Ontario ou tout groupe parrainé par cette dernière, de l'île de Cornwall ou de toute partie de la réserve indienne de Saint-Régis.

(La motion est adoptée.)

## L'EXPLOSION AU Puits PARNARCTIC KING CHRISTIAN

Motion n° 164—**M. Harding:**

Qu'un ordre de la Chambre soit donné en vue de la production de copie du rapport rédigé par M. R. King à la suite de son enquête effectuée pour le compte du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien au sujet de l'explosion et de l'incendie qui se sont produits dans le puits d'exploration *Panarctic King Christian D-18*.

(La motion est adoptée.)

**M. Jerome:** Monsieur l'Orateur, voudriez-vous faire l'appel des motions n° 85, 134, 147 et 153?

L'ÉTUDE PORTANT SUR LE GOUVERNEMENT  
ET LES ARTSMotion n° 85—**M. Skoberg:**

Qu'un ordre de la Chambre soit donné en vue de la production de copie de l'étude portant sur le gouvernement fédéral et les arts, étude entreprise au cours de l'année financière 1966-1967 pour le secrétariat d'État, et dont il est fait mention dans la réponse à la question n° 1323 de la première session de ce Parlement.

**M. James Hugh Faulkner (secrétaire parlementaire du secrétaire d'État):** Monsieur l'Orateur, la présente motion est la même que l'avis de motion portant production de document n° 213 déposé lors de la précédente session. Comme nous l'avons alors signalé, l'étude en question, de caractère confidentiel, était destinée au secrétaire d'État. J'inviterais donc le député à retirer sa motion.

**M. Skoberg:** Ce caractère confidentiel n'est pas réciproque, monsieur l'Orateur. Je demande la mise aux voix.

**L'hon. M. MacEachen:** Qu'on la reporte à l'ordre du jour.

**M. l'Orateur:** La motion est reportée à l'ordre du jour.

[M. l'Orateur.]

L'IMMOBILISATION DES PROJETS DE RÉNOVATION  
URBAINEMotion n° 134—**M. Gilbert:**

Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence la priant de faire déposer à la Chambre copie de toute la correspondance échangée entre le gouvernement du Canada et les gouvernements provinciaux et municipaux au sujet de la décision prise par le gouvernement fédéral d'immobiliser immédiatement au Canada tous les projets de rénovation urbaine soutenus par le gouvernement fédéral.

**M. J. A. Jerome (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé):** Monsieur l'Orateur, le ministre sans portefeuille responsable de l'habitation m'informe qu'on n'a bloqué aucun projet de rénovation urbaine approuvé ou mis en marche au 14 août 1969, date de la déclaration du ministre sur la question de la rénovation urbaine. Le gouvernement n'a jamais eu l'intention de retirer son aide ni de bloquer l'examen de toutes les demandes touchant les nouveaux projets de rénovation urbaine.

Comme on n'a pas bloqué les projets déjà mis en chantier ou ceux pour lesquels des demandes d'aide avaient été présentées au début de 1969, je demande donc au député de bien vouloir retirer sa motion.

**M. Gilbert:** D'accord, monsieur l'Orateur.

(L'ordre est annulé et la motion est retirée.)

## LE BILINGUISME DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Motion n° 147—**M. Orlikow:**

Qu'un ordre de la Chambre soit donné en vue de la production de copie de toutes les lettres échangées entre M. John Carson, président de la Commission de la Fonction publique et l'honorable John Turner, ministre de la Justice, au sujet du bilinguisme dans la Fonction publique et de son application aux termes de la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique.

**L'hon. John N. Turner (ministre de la Justice):** Monsieur l'Orateur, la correspondance émet des doutes quant à la compétence ou la réputation de certaines personnes. Quelques-uns des documents ont un caractère privé et confidentiel. La Chambre n'a pas l'habitude de produire de telles pièces de correspondance. Nous demandons respectueusement au député de retirer sa motion.

**M. Orlikow:** Monsieur l'Orateur, la réponse du ministre de la Justice semble avoir du bon mais la question est importante. Étant donné que le ministre a correspondu avec le président de la Commission de la Fonction publique, ces lettres devraient nous être communiquées. Je ne suis pas d'accord.

**L'hon. M. MacEachen:** Qu'on la reporte à l'ordre du jour.

**M. l'Orateur:** La motion est reportée à l'ordre du jour.

## VENTE DE RYERSON PRESS LTD.

Motion n° 153—**M. Macquarrie:**

Qu'un ordre de la Chambre soit donné en vue de la production de copie de tous les mémoires, de toute correspondance